

ÉCOLE SOLIDAIRE



Bulletin de la CNT Éducation 92 (Primaire - Secondaire) - N°1, janvier 2009



École solidaire entre les personnels (enseignants, Atoss, vie scolaire, etc.), les élèves et les travailleurs-euses avec ou sans statut, avec ou sans emploi, avec ou sans papier.

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE 29 JANVIER ! CE N'EST QU'UN DÉBUT !

Pour un mouvement de grève général et interprofessionnel

La CNT Éducation 92 appelle les personnels de l'éducation à faire du jeudi 29 janvier une grande journée de grève pour défendre l'emploi public et privé, augmenter les salaires, et se mobiliser contre la précarité et la mise en péril des services publics.

Cette journée intersyndicale et interprofessionnelle doit être l'occasion de faire une démonstration de force du monde du travail afin de faire payer la crise aux spéculateurs, aux actionnaires et au patronat.

Cette journée doit déboucher sur le grand " tous ensemble " dont les salariés et les chômeurs ont besoin pour inverser la vapeur et retrouver le chemin des conquêtes sociales.

En ce sens, la CNT appuiera les initiatives des grévistes destinées à poursuivre et à ne pas résumer la protestation à une seule journée de grève.

Seule la lutte paie ! Soutien aux luttes lycéennes. Pour la grève reconductible

Face au démantèlement systématique de l'École Publique, de la maternelle à l'Université, face à la casse du Service Public, face à la répression, face à la criminalisation de tout acte de résistance, face à l'inertie des directions syndicales, la CNT soutient totalement le mouvement d'ampleur proposé par les lycéens.

Il soutient donc toutes les formes d'action impulsées par tous ceux et toutes celles qui entendent s'opposer aux attaques de Xavier Darcos et notamment les blocages des lycées.

La CNT appelle donc clairement à la création d'un mouvement d'ampleur le plus tôt possible par la grève reconductible décidée par ceux et celles qui luttent au quotidien.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Contre les réformes Darcos, vers la destruction programmée du service public

Les suppressions de 13 500 postes cette année ont

comme conséquences :

- des classes surchargées ;
- l'abandon de dispositifs pédagogiques tels que le demi-groupe ou le tutorat ;
- la casse des RASED, réseaux d'aide dans le primaire ;
- la casse de l'école maternelle ;
- la mise en place des EPEP dans le primaire avec un supérieur hiérarchique, une autonomie financière ;
- les bacs pro en 3 ans plutôt qu'en 4 ;
- la mise en concurrence des établissements, des écoles et des collègues entre eux ;
- etc. etc. etc.

Et ce n'est qu'un début

Les 80 000 suppressions de postes prévues risquent aussi d'amener :

- des augmentations du temps de travail ;
- le salaire au mérite, d'où danger pour ceux qui ne sont pas soumis.



MOBILISONS NOUS! Ne payons pas leur crise!

Hold-up financier et crise sociale

Un vent de panique nous est venu des États-Unis ; les spécialistes gémissent le lamento des subprimes à longueur de médias. La crise frappe l'hexagone alors que, début octobre encore, tout allait "pour le mieux" selon la ministre Lagarde.

La crise financière permet aujourd'hui au capital d'accélérer les régressions sociales, la dégradation des droits à la santé, au logement et à la retraite, le sabotage des services publics par les privatisations et les suppressions massives de fonctionnaires, la baisse du pouvoir d'achat par le gel des salaires et l'inflation, la récession économique, la hausse du chômage et la généralisation de la précarité, ...

Vers un autre futur !

Face à l'impasse où nous mène le capitalisme, il est temps de changer de société, d'associer égalité sociale, solidarité collective et liberté individuelle.



REPORT DE LA RÉFORME DES LYCÉES, LES LYCÉES PROFESSIONNELS VONT-ILS PAYER L'ADDITION ?

Les bonnes nouvelles dans le monde de l'Éducation étaient rares ces dernières années. Réduction des postes d'enseignants, suppression des RASED, mise au pas de l'ensemble des personnels des établissements scolaires, volonté de libéralisation du système...

Les derniers gouvernements de droite s'étaient donc regalés à détricoter un univers qu'ils trouvaient sûrement trop égalitaire (égalitariste diraient-ils) et pas assez rentable. Mais les résistances existaient... Peu nombreuses, trop éclatées, trop divisées, mais toujours présentes. Le ministre, dit-on, vient de reculer à propos de la réforme des lycées. Face à la pression d'un mouvement lycéen ascendant, Xavier Darcos a donc préféré reporter son projet. Certes la mobilisation lycéenne n'avait, semble-t-il, pas atteint son apogée. Certes le monde enseignant ne s'était pas encore joint au mouvement. Certes reporter un projet, c'est reculer pour mieux sauter. Mais cela prouve, une fois de plus, pour celles et ceux qui pouvaient en douter, que rien ne vient tout seul et que c'est en bougeant qu'on obtient des victoires (même minimes).

Mais cette éclaircie cache peut-être autre chose...

La réforme des lycées avait été budgétisée. Elle devait correspondre aux fameuses économies " inéluctables " auxquelles devaient s'attendre le monde lycéen. Maintenant que ce projet est remis sur un coin du bureau, on peut se demander qui va payer... La victime semble toute désignée : les lycées professionnels !

L'an dernier déjà, ils ont eu à subir un rude coup : la généralisation du BAC PRO en trois ans, et par là même, la suppression du BEP. Cette subite attaque, totalement déconseillée par de nombreux inspecteurs (qui ne sont pas de dangereux anarcho-syndicalistes !), va contraindre un grand nombre d'élèves à quitter le système scolaire. En effet, auparavant beaucoup d'élèves parvenaient à obtenir



le BEP mais pas le BAC PRO... Ce changement brutal conduira donc ces mêmes jeunes à quitter le lycée sans avoir obtenu le moindre diplôme. Cela arrangera bien les affaires de l'Apprentissage (Lycée des Métiers et autres CFA), financé chaque année davantage par les collectivités locales (merci la décentralisation !).

Ce glissement progressif n'a qu'un seul but :

accentuer la sélection du lycée, réduire les postes d'enseignants ainsi que les filières professionnelles, grignoter le temps d'enseignement des matières générales...

Un bon élève est un élève ignorant qui va lui-même chercher son patron et ses stages, c'est sûr que c'est moins dangereux qu'un élève informé et mobilisé lorsqu'on l'attaque ! L'enseignement professionnel est donc dans le collimateur et le ministre espère sans doute que les élèves de ces établissements bougeront moins que leurs camarades des lycées généraux. C'est pourquoi il faudra rester attentif et solidaire, de la maternelle à l'Université. Les projets contre lesquels nous luttons depuis déjà trop longtemps sont cohérents et obéissent à une idéologie libérale et destructrice.

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDONS !

NOUS CONTACTER

CNT Syndicat des Travailleurs de l'Éducation 92
33 rue des Vignoles, 75020 PARIS

Mail : ste92@cnt-f.org
site : www.cnt-f.org/fte

LES PROCHAINES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Mercredi 11 février 2009 à 19h,
Mercredi 18 mars 2009 à 19h,
au local de la CNT, 33 rue des Vignoles, Paris 20e

Qu'est-ce que la CNT Éducation ?

La CNT Éducation est un syndicat autogestionnaire qui lutte pour les revendications immédiates des travailleurs-euses (salaires, condition de travail, protection sociale, etc), et pour une rupture avec le capitalisme, facteur d'injustices sociales, pour une société solidaire et coopérative.



ARRÊTONS L'AIDE PERSONNALISÉE !

C'EST UNE ARME DE DESTRUCTION DE POSTES, DE L'ADAPTATION SCOLAIRE, DE L'ÉCOLE !

Extrait de l'Appel de l'Assemblée générale des grévistes de Gennevilliers du 27 novembre 2008 soutenu par les syndicats CNT CGTéduc SUDéduc SNUDI-FO Snuipp-FSU.

Depuis des semaines, la lutte pour l'abandon de tous les décrets Darcos s'intensifie, au moyen de la grève, comme le 20 novembre, mais aussi grâce à l'arrêt du dispositif dit " d'aide personnalisée " sous des formes diverses.

Il est clair que ce dispositif n'est pas là pour aider les élèves en difficulté. Peut-on encore croire qu'un élève en échec pendant les six heures d'école réussirait grâce à une septième ? Au contraire, ce " soutien " fait partie d'un plan plus général qui vise à court terme à la disparition des RASED, et, à moyen et long termes, à la casse de l'éducation nationale.

Dans plusieurs départements de France, de nombreux collègues en sont arrivés aux mêmes conclusions que nous et ont décidé d'arrêter les frais.

Dans des centaines d'écoles, le gel de l'aide personnalisée est en place depuis plusieurs semaines. L'engagement à suivre le mot d'ordre intersyndical d'arrêt du soutien constitue une nécessité. Il s'agit concrètement de remplacer l'aide personnalisée par du temps de concertation qui nous fait bien défaut.

Par ailleurs, nous appelons d'ores et déjà les conseils des maîtres à voter l'arrêt du soutien.

- Et toi, elles te plaisent les réformes Darcos ??



- Pouaaaaahhh !!!!!

Évaluations bilans : un vrai danger !

Le ministère vient d'ordonner la mise en place des évaluations CM2 et CE1. Elles sont dans le droit fil de la loi Fillon et de son socle commun, que nous avons combattus en 2005. Depuis la loi de 1989, tous les élèves de CE2 et de 6ème passaient, en début d'année, une évaluation diagnostique censée être un outil pour les enseignants afin de cibler les difficultés et d'y remédier. Elles constituaient une base de réflexion pour l'apprentissage dans le cadre du cycle, mais un outil non exhaustif.

Peu à peu nous avons vu se dessiner un changement de logique. Les évaluations ont servi de prétexte à la mise en concurrence et au classement des écoles, sont devenues un moyen pour le ministère de faire pression sur les enseignants et n'ont laissé aucune place à l'appréciation des collègues quant à leur pertinence.

Les nouvelles évaluations (CM2 et CE1) ont perdu leur caractère diagnostique, ce sont des évaluations bilans.

Pourquoi le ministre prend-il une telle mesure ?

- Pour montrer du doigt les élèves qui ne réussissent pas ;
- Pour évaluer le travail des enseignants en instaurant le mérite ;
- Pour préparer l'exclusion du système scolaire d'un certain nombre d'élèves ;
- Pour institutionnaliser l'école à plusieurs vitesses.

Officiellement, un élève ayant échoué aux évaluations CM2, verrait " son avenir scolaire compromis ", et serait tout indiqué pour une orientation vers l'apprentissage en 5ème. On sent pointer derrière tout cela l'examen d'entrée en sixième et la fin du collège unique : réserver le collège à une élite, tandis que beaucoup d'autres seraient destinés à former une main d'œuvre " peu ou pas qualifiée ", telle que l'OCDE l'appelle de ses vœux.

Lors de la mise en place des EPEP, on mettra en concurrence les écoles et les enseignants grâce à cet outil. Nous serons donc d'office installés dans la politique du mérite.

Mettre en place ces évaluations revient non seulement à cautionner un système qui ne met pas en avant l'intérêt des élèves mais aussi à participer à l'exclusion du système scolaire d'un certain nombre d'élèves. Nous pouvons très bien élaborer dans chaque équipe pédagogique des évaluations diagnostiques de fin de cycle au sein des écoles pour la réussite des élèves.

Nous appelons les conseils des maîtres à refuser la mise en place des évaluations.

L'Assemblée générale des grévistes du 27 novembre 2008 soutenu par les syndicats CNT CGTéduc SUDéduc SNUDI-FO Snuipp-FSU .



ECHOS DES ÉCOLES ET DES ÉTABLISSEMENTS



VIOLENCES POLICIÈRES ET RÉPRESSION À NANTERRE

La CNT condamne les interventions policières au lycée Joliot-Curie de Nanterre. Suite aux mouvements lycéens du mois de décembre, la proviseure a convoqué un conseil de discipline qui s'est révélé houleux. Trois élèves sont mis en examen suite à sa plainte. Ils sont accusés d'avoir proféré des menaces.

Pour protester, les élèves ont décidé de se mobiliser :

- le lundi 5 janvier, la police est intervenue à l'entrée et dans l'établissement, et a arrêté des élèves en les menottant.

- le mardi 6 janvier au matin, une chaîne humaine a été organisée. Elle a été brisée par la police. Un enseignant a été blessé (trois jours d'ITT), d'autres personnels et élèves ont été malmenés.

- le mercredi 7 janvier, l'occupation du lycée a été votée par les élèves.

La CNT est solidaire des lycéens et personnels du lycée Joliot-Curie qui condamnent les violences policières. Elle demande le retrait de la plainte et l'arrêt des poursuites judiciaires, ainsi que des interventions policières dans les établissements scolaires. Elle exige l'arrêt de la répression envers tous les acteurs des mouvements sociaux.

LE COLLÈGE POMPIDOU DE VILLENEUVE-LA-GARENNE A BESOIN D'UN PLAN DE RELANCE !

Le collège est en travaux pour plusieurs années et nous faisons actuellement cours dans les anciens bâtiments du lycée Pompidou qui ne sont pas adaptés à des collégiens. En effet, il n'y a pas de cour de récréation à proprement parler, seulement des espaces restreints entre les préfabriqués où nous travaillons. La superficie et la configuration des lieux ne permettent pas de bien surveiller les élèves lorsqu'ils ne sont pas en cours.

Des serrures sont bloquées par les élèves et ne sont pas réparées avant plusieurs jours, voire semaines. Ce qui peut sembler un problème mineur a pourtant des conséquences très grandes sur les conditions de travail des élèves et des professeurs. Comment faire cours lorsqu'on doit chercher 20 minutes une salle de classe ? Nos élèves devraient être au centre des préoccupations de toutes les instances qui s'occupent du collège et ils sont au contraire sensés travailler dans des conditions inacceptables.

Les salles ne sont pas toujours nettoyées car le nombre d'agents est insuffisant et ils ne sont pas remplacés, notamment l'ouvrier professionnel qui a les compétences nécessaires pour la maintenance de l'établissement.

De plus le chauffage est souvent insuffisant dans les classes. Ce qui rend les apprentissages extrêmement difficiles.

Une classe n'a toujours pas de fenêtre malgré les promesses.

Ne parlons pas des repas servis à la cantine, qui font l'unanimité contre eux.

Et le conseil général baisse les crédits de fonctionnement.

Comment est-il possible de relancer l'économie quand un collège est laissé à l'abandon et se délabre ?

Villeneuve-la-Garenne

Les lycéens du Lycée Michel-Ange de Villeneuve-la-Garenne ont débrayé mi-janvier pour demander du chauffage dans toutes les classes.

Colombes

Les écoles et collèges de Colombes sont sortis à plusieurs centaines dans les rues de la ville pour exiger des moyens pour l'éducation les 8 décembre et 10 janvier.

Villeneuve-la-Garenne

Les personnels du collège Pompidou de Villeneuve-la-Garenne et leurs syndicats ont déposé un préavis de grève pour soutenir l'intendant du collège mis à pied. Il ont aussi écrit des textes de soutien envers la nouvelle intendante en situation précaire.

Gennevilliers

Les professeurs d'EPS du collège Guy Mócquet de Gennevilliers et du collège Renoir d'Asnières ont écrits au Conseil Général des Hauts-de-Seine pour demander que soient mis à leur disposition des locaux sportifs adaptés aux pratiques pédagogiques qui conviennent aux pratiques des activités physiques et sportives.

Montrouge

À Montrouge, une maman s'est vue menacée d'expulsion parce que son enfant de trois mois est mort. Heureusement cela a été connu et la mobilisation s'est enclenchée. Elle a été régularisée.

Violences policières, occupations...

Des violences policières ont eu lieu à l'occasion du mouvement lycéen à Nanterre et Levallois.

En décembre des occupations ont eu lieu des écoles et établissements comme à Sceaux, Montrouge, Meudon, Bois Colombes en décembre 2008.

